Le cÃ´tÃ© obscur des entreprises de sÃ©curitÃ© informatique
SÃ©curitÃ©
PostÃ© par : JulieM
PubliÃ©e le : 9/3/2011 13:00:00

Â« **Anonymous**, le groupe de pirates informatiques ayant acquis une certaine notoriÃ©tÃ© Ã la suite du soutien apportÃ© Ã Wikileaks, vient de faire une nouvelle victime. Il s'agit de l'entreprise de sÃ©curitÃ© HBGary Federal (filiale de HBGary) et de son PDG **Aaron Barr**.

Ce dernier s'est attirÃ© les foudres du collectif de pirates en menant des recherches sur les rÃ©seaux sociaux afin d'identifier les dirigeants d'Anonymous, et en menaÃ§ant de dÃ©voiler publiquement leurs noms et de les communiquer au FBI. HÃ©las pour lui et pour son entreprise, des membres d'Anonymous ont utilisÃ© des techniques d'ingÃ©nierie sociale afin d'accÃ©der au serveur de courrier Ã©lectronique de HBGary et d'y tÃ©lÃ©charger 40 000 messages qui ont Ã©tÃ© immÃ©diatement rendus public via le site The Pirate Bay.

Le contenu de ces Ã©changes fait l'objet d'analyses approfondies de la part de mÃ©dias respectÃ©s comme le Washington Post ou Ars Technica. Quelques analyses sont Ã©galement disponibles en franÃ§ais via le site Crowdleaks. On y apprend notamment comment certains projets de recherche communiquÃ©s aux mÃ©dias sont destinÃ©s Ã gÃ©nÃ©rer un sentiment de peur auprÃ¨s de l'opinion publique et de clients potentiels dans une dÃ©marche marketing destinÃ©e Ã propulser les ventes, mais aussi que tous les moyens sont bons pour satisfaire les besoins de ses clients: un projet menÃ© conjointement avec des entreprises de sÃ©curitÃ© assez connues comme Palantir et Berico pour le compte de la Chambre de commerce amÃ©ricaine (via un cabinet d'avocat mettant de l'avant son expertise en matiÃ¨re de protection de la vie privÃ©e!!!) avait pour but d'infiltrer les rangs des syndicats qui s'opposent dÃ©mocratiquement aux initiatives de cette derniÃ¨re et Ã les alimenter en faux documents afin de les dÃ©crÃ©dibiliser sur la place publique.

Cette cellule de renseignement (baptisÃ©e Ã quipe ThÃ©mis) qui prÃ©voyait d'exploiter les plateformes de mÃ©dias sociaux (comme Facebook, Twitter ou LinkedIn) afin d'amasser des renseignements compromettants sur ses opposants tentait de facturer ses services deux millions de dollars par mois.

Dans le cadre de cette opÃ©ration en cours de nÃ©gociation, le cabinet d'avocat se fit Ã©galement l'intermÃ©diaire d'un de ses clients bancaires qui souhaitait neutraliser le site Wikileaks. Dans une prÃ©sentation powerpoint analysÃ©e par Ars Technica, HBGary Federal propose une liste d'activitÃ©s envisageables, qui incluent l'attaque des serveurs de Wikileaks Ã l'aide de logiciels malveillants spÃ©cifiquement dÃ©veloppÃ©s par l'entreprise et de vulnÃ©rabilitÃ©s informatiques connues seulement de cette derniÃ¨re (les zero-day exploits), ainsi que l'exploitation de l'information disponible sur les mÃ©dias sociaux afin d'identifier et de manipuler les membres de Wikileaks. Ses partenaires, Palantir et Berico, reprennent des arguments similaires dans des documents internes, laissant penser que ces pratiques semblent tout Ã fait rÃ©pandues dans ce secteur. On se rend

compte ici Ã quel point le terme de "sÃ©curitÃ©" utilisÃ© pour dÃ©crire certains services est dÃ©voyÃ©, puisqu'il sert en rÃ©alitÃ© Ã dÃ©signer des pratiques apparemment banalisÃ©es qui contribuent Ã l'insÃ©curitÃ© gÃ©nÃ©rale de l'internet.

La Chambre de commerce, Palantir et Berico ont pris leurs distances avec HBGary Federal, attribuant ce projet Ã des employÃ©s ayant excÃ©dÃ© leurs attributions. Quant Ã HBGary Federal, sa viabilitÃ© financiÃ¨re Ã©tait dÃ©jÃ menacÃ©e avant l'affaire Anonymous, et il y a fort Ã parier que le fait d'avoir Ã©tÃ© si facilement piratÃ© et la divulgation de ses activitÃ©s offensives ne va pas attirer de nouveaux clients. Â»

Par **BenoÃ®t Dupont**, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en sÃ©curitÃ©, identitÃ© et technologie de lâ□□UniversitÃ© de MontrÃ©al, spÃ©cialiste de Facebook et des rÃ©seaux sociaux dans la gestion et lâ□□utilisation des donnÃ©es personnelles. Il est aussi professeur agrÃ©gÃ© Ã lâ□□Ã□cole de criminologie de lâ□□UdeM.